

*Restrictions salariales du secteur public—Loi*

**M. Miller:** Qu'est-ce que les banquiers vous disent de faire? Vous disent-ils de maintenir des taux d'intérêt élevés? Est-ce bien ça?

**M. Regan:** Et le résultat? Le résultat, c'est que le NPD doit dire non et s'opposer au bill. Les néo-démocrates doivent dire non aux veuves et aux pauvres. Cependant, ils savent qui est le plus durement touché par l'inflation. Ils savent quelles personnes souffrent le plus de l'inflation. Les membres du NPD devraient relire les discours qu'ils ont déjà faits à ce sujet. Je pourrais dire que le bavardage incessant que nous entendons des banquettes du NPD révèle que nous sommes encore plus près de la vérité et qu'ils sont vraiment inquiets d'être pris dans ce conflit.

**M. Baker (Nepean-Carleton):** Vous avez touché une corde sensible.

**M. Regan:** En effet, comme le dit le député de Nepean-Carleton, j'ai touché une corde sensible. Je lance un appel aux députés du NPD. Ils sont élus députés pour représenter tous leurs électeurs, non pas certains chefs syndicaux du Canada. Comme l'étape de la troisième lecture tire à sa fin, je leur demande de penser à environ 60 p. 100 de nos travailleurs qui ne sont pas syndiqués et qui ne peuvent pas lutter pour obtenir des augmentations de plus en plus fortes pour se protéger contre les ravages de l'inflation. Je les invite à reconnaître qu'il est injuste de laisser l'inflation grimper de façon effrénée, alors que ceux qui ont l'avantage du nombre peuvent négocier le renouvellement de leur convention collective qui leur permet de surmonter la difficulté, tandis que les retraités, les chômeurs et les travailleurs non syndiqués du pays ne sont pas en mesure de le faire. Voilà pourquoi ils devraient donner leur appui au bill.

● (1600)

L'inflation nuit aux membres de la société qui sont le moins en mesure de se défendre, comme les personnes âgées et les personnes à revenus fixes, mais elle s'attaque également à nos précieuses institutions sociales comme les hôpitaux, les écoles, les Églises et les organismes de bienfaisance.

Nous avons entendu, d'après mes calculs, 11 députés néo-démocrates dans le débat de deuxième lecture et plusieurs autres à l'étape du comité. Aucun d'entre eux n'a vraiment abordé le problème de l'inflation. Soit qu'ils refusent d'en tenir compte purement et simplement, soit qu'ils déclarent, comme article de foi, que les salaires n'ont rien à voir avec l'inflation. Je tiens à bien faire comprendre que je ne crois pas que les revendications salariales sont à l'origine de la poussée inflationniste que vient de connaître le Canada. Et certainement pas les revendications salariales de la Fonction publique. Cependant, je crois que depuis 18 mois environ, lorsque les salaires ont rattrapé l'inflation et commencé à gagner du terrain sur elle, nous sommes entrés dans une période extrêmement dangereuse où les hausses salariales découlant de la psychose inflationniste ont fait monter l'inflation encore davantage, en causant des difficultés écrasantes aux groupes sociaux dont j'ai parlé. Nous nous trouvons donc dans une situation où il nous faut entre autres choses réduire les salaires si nous voulons réussir à combattre l'inflation et à offrir de meilleures possibilités économiques aux Canadiens.

Dans les circonstances actuelles, le gouvernement a conclu que les fonctionnaires, parce qu'ils étaient au service de la

population, devaient servir d'exemple et montrer la voie à suivre. Je ne pense pas que la décision prise ait quoi que ce soit à voir avec le fait qu'ils ne peuvent être aussi facilement mis à pied que les employés du secteur privé où, soudain, une entreprise est à court d'argent, d'où la perte d'emplois. Je pense que d'aucuns pourraient dire que c'est un facteur qui entre en ligne de compte, mais je pense que c'est plutôt parce qu'ils font partie du gouvernement et que le public s'attend à ce que celui-ci donne l'exemple. Tant que chacun au gouvernement donnera l'exemple, je pense que le reste du pays sera prêt à emboîter le pas.

J'exhorte encore une fois, même si je pense que c'est en vain, les députés néo-démocrates à reconnaître non seulement leurs responsabilités, mais celles que nous avons tous envers les travailleurs non syndiqués, les gens âgés et les pensionnés qui ne peuvent lutter contre l'inflation en négociant de grosses augmentations.

Si nous abandonnions le projet de loi et laissons aller les choses, les travailleurs syndiqués et puissants feraient des bonds de plus en plus grands en avant et des pressions de plus en plus grandes seraient exercées sur les autres citoyens. C'est pourquoi je pense que le projet de loi a du bon.

Comme je l'ai dit au début de mon intervention, et j'en viens maintenant à la conclusion, ce projet de loi n'influera pas assez sur l'économie pour faire baisser le taux d'inflation à 6 p. 100. Ce n'est d'ailleurs pas ce qu'il vise. Il vise tout simplement à montrer la voie, à donner le gouvernement en exemple. Sapristi, on n'a qu'à lire les journaux ou à mettre le nez dehors pour voir comment les gens réagissent. J'ose dire que le ministre est surpris—et je le suis aussi—de la façon dont le public canadien a réagi à ce projet de loi. Les députés néo-démocrates devraient arrêter de faire l'autruche et faire face à la réalité. Les néo-démocrates devraient reconnaître leur responsabilité première, renoncer à leur association avec les syndicats et aux fonds qu'ils leur versent et se rendre compte qu'ils ont des responsabilités envers ceux qui ne jouissent d'aucune protection ou qui ne sont pas syndiqués.

**M. Rose:** Par exemple, les retraités dont l'indexation des pensions est limitée à 6 p. 100.

**M. Regan:** C'est exact; par exemple, les retraités. Mais je vois qu'ils ont du renfort de ce côté-là! Voici qu'un autre de leurs députés s'offusque de mes observations, mais je me garderai de les répéter pour sa gouverne, car l'affaire est grave. J'exhorte les néo-démocrates à faire preuve de sérieux, dans l'intérêt de la nation, et à mettre un terme à leurs manigances politiques pour se rallier l'appui des dirigeants syndicaux.

L'adoption de cette mesure constitue une initiative importante qui permet aux Canadiens de voir à quel point nous sommes sérieux au sujet de ce programme d'austérité. J'exhorte l'ensemble des députés qui rentreront dans leur circonscription, quelle que soit leur affiliation politique, à reconnaître l'inflation. Admettons, en toute sincérité, que l'inflation est un très gros problème qu'on ne parviendra à régler que si tous les Canadiens consentent des sacrifices et présentent un front commun dans cette lutte. Si l'inflation est rapidement ramenée de 11 p. 100—ou 11.25 p. 100—à 6 p. 100, personne n'aura perdu quoi que ce soit en conséquence. Mais ce qui prime, c'est que nous aurons tous fait cause commune.